

AI Index: PRE 01/190/2008
15 July 2008

Indonésie et Timor-Leste. Une occasion historique de rendre justice a été manquée

Les gouvernements d'Indonésie et du Timor-Leste ont manqué une occasion historique de rendre justice à plus d'un millier de personnes tuées lors du vote pour l'indépendance du Timor-Leste en 1999, a déclaré Amnesty International ce mardi 15 juillet 2008.

Ces deux gouvernements ont approuvé un rapport publié ce jour par la Commission de la vérité et de l'amitié à Bali, qui accuse les forces de sécurité indonésiennes d'avoir commis des violations flagrantes des droits humains dans le cadre du scrutin sur l'indépendance du Timor-Leste en 1999. Selon ce rapport, les forces de sécurité indonésiennes portent la plus grande responsabilité en termes de violences et de morts.

Toutefois, le gouvernement indonésien a refusé de présenter ses excuses, de s'engager à déférer à la justice les auteurs présumés des violences, d'enquêter sur les institutions impliquées dans ces agissements et de les réformer, et d'apporter des réparations aux victimes.

« *Les responsables de ces atteintes aux droits humains – exécutions illégales, viols, actes de torture et détentions arbitraires notamment – ne sauraient bénéficier d'une quelconque impunité* », a indiqué Donna Guest, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

Les rares personnes poursuivies en Indonésie pour des violations présumées ont toutes été innocentées et libérées. Quant aux personnes soupçonnées d'avoir perpétré des atteintes aux droits humains au Timor-Leste, bon nombre occupent aujourd'hui encore des postes élevés au sein du gouvernement et des forces armées indonésiennes.

« *Tant que les responsables n'auront pas à rendre compte de leurs actes, les victimes n'obtiendront pas justice et il n'y aura aucune assurance que de telles atrocités ne se répèteront pas* », a conclu Donna Guest.